ATH

Écolo : « Maintenant, il faut agir ! »

Le groupe Écolo d'Ath réclame des initiatives concrètes après la divulgation des inquiétants résultats sur les métaux lourds.

● **Francis HOSTRAETE**

Même si d'autres ont exprimé autrefois leurs préoccupations au sein du conseil communal notamment, les « Verts » estiment qu'ils ont été l'aiguillon essentiel, ces dernières années, pour faire progresser la sensibilisation autour des risques liés aux usines chimiques à Ath. C'est contraints et moralement forcés par des résultats publiés en 2005 que les pouvoirs publics locaux ont modifié leur attitude, en sollicitant une étude environnementale.

Deux jours après la présentation officielle des résultats de l'étude environnementale menée par l'Institut provincial d'hygiène et de bactériologie, Écolo a réclamé jeudi la mise en œuvre rapide de cinq actions.

« Nous restons médusés à lire l'échevin de l'environnement (ou s'agit-il de l'échevin de la pollution ?) qui se demande ce qu'on va bien pouvoir faire maintenant » expliquent Jean-Marc Nollet (député fédéral) et Ronny Balcaen (secrétaire politique à Ath).

Pour Écolo, il faut d'abord transmettre des informations très claires aux riverains concernés. *« Comment est-il possible, qu'aujourd'hui encore, les habitants ne soient pas informés des différents gestes de prévention à poser au quotidien pour minimiser les impacts éventuels de la pollution, notamment la plombémie des jeunes enfants ? »*

La mise en œuvre rapide de l'étude sanitaire coule de source pour les écologistes. *« Si des éléments sont déjà disponibles, ils doivent être communiqués, en sauvegardant bien sûr l'anonymat des enfants. Un calendrier resserré et transparent doit être diffusé, pour éviter toute manœuvre dilatoire quant à la diffusion des résultats. »*

Dans un troisième temps, les « Verts » réclament l'implication de la Région et de la Communauté, à travers les ministres compétentes (Christiane Vienne et Catherine Fonck). *« Un accord relatif aux questions de santé et d'environnement a été conclu entre les deux entités. Il prévoit la procédure à suivre pour la mise en œuvre d'études épidémiologiques et de suivi médicaux. L'association des deux gouvernements est aujourd'hui incontournable, qu'on le veuille ou non dans le chef des autorités communales. »*

Écolo réclame encore la formation d'un *« comité local d'information »*, au-delà de la commission environnement réunissant des seuls mandataires. Objectif : améliorer la communication entre les différents intervenants.

Enfin, le parti Écolo souhaite que l'on poursuive les efforts afin de *« mettre fin aux pollutions actuelles »*. *« Nous demandons une véritable mobilisation pour que l'activité industrielle puisse se maintenir à Ath dans une préoccupation de développement durable, même si nous ne disons pas que rien n'a été fait. Et il ne faut pas opposer les problématiques de santé et d'emploi. »*

La communication sur le rapport de l'IPHBP constitue un point positif pour Écolo qui s'interroge cependant des délais exacts entre la finalisation de l'étude et la transmission officielle à la Ville (fin avril).

Pour les Verts, les résultats confirment les données rendues publiques voilà deux ans. Et ils dénoncent deux éléments de la politique locale : une certaine volonté de relativiser (*« le temps du "tout va bien "est terminé ! »*) et la *« chape de plomb sur les questions de santé-environnement »* ■

EdA 857215

Les présences humaines liées à l'habitat sont-elles compatibles avec des industries chimiques ?

Floridienne : la prudence

Comme tous les autres citoyens, les responsables de l'usine « La Floridienne » ont été avertis des résultats de l'étude environnementale réalisée à Ath. Cette analyse relative à la présence de métaux lourds, les concerne particulièrement en tant qu'industrie.

Pour le directeur général du siège athois, Philippe Lecomte, *« il faut rester prudent. C'est un domaine très complexe où les normes sont compliquées. Il faut donc laisser le temps à des experts d'analyser en profondeur ce rapport pour avoir un avis extérieur et complet. »*

En tant qu'usine Seveso, « La Floridienne » est soumise à de nombreuses normes et subit régulièrement des contrôles. *« Nous avons des autorisations et nous sommes en règle »* explique M. Lecomte à ce propos.

Pour lui, de trop nombreuses critiques ont été faites à l'égard de sa société. *« Pourtant, lorsqu'on voit notre développement international, il faut se dire qu'il y a forcément la qualité de gestion et d'outils qui va avec. Notre personnel se préoccupe surtout de l'impact économique que cela peut avoir sur l'entreprise. Nous l'informons donc au maximum de façon directe. Nous avons toujours été transparents. Nous sommes ouverts au dialogue, c'est pourquoi nous sommes déçus que certains détracteurs ne s'adressent pas directement à nous. »* ■ **A. R.**

Ils n'ont pas eu les résultats

Dans le cadre de l'étude environnementale concernant les métaux lourds, des prélèvements ont été réalisés dans des potagers de la ville. C'est le cas chez Claudine et Francis Detez.

Ces derniers racontent : *« deux messieurs sont venus il y a longtemps maintenant pour prendre des légumes et de la terre dans notre jardin. Depuis, nous n'avons plus eu de nouvelles ; nous nous sommes donc dit qu'ils n'avaient rien trouvé ! »*

Cela fait 37 ans que ce couple vit à la rue Gérard Dubois, cela fait 37 ans qu'ils mangent les légumes de leur potager. Pour eux, pas d'inquiétude à avoir. *« Je pense que « La Floridienne » a fait pas mal de frais pour améliorer ses installations. »* Pourtant, la teneur en plomb de leurs salades est trois fois supérieure à la moyenne. Ils cherchent donc à trouver des explications. *« Notre voisin sème ses salades à 30 mètres d'ici, et ils n'ont rien trouvé chez lui. J'achète mes salades avant de les repiquer, peut-être qu'il y a déjà un taux de plomb présent à ce moment-là. »*

Ils auraient aimé avoir les résultats personnellement mais on ne leur a rien communiqué. *« Pour nous, ce n'est pas grave, ça ne nous fera plus rien mais pour nos petits-enfants, il faudrait savoir. »* ■ **A. R.**

(c) LES EDITIONS DE L'AVENIR S.A. CE JOURNAL EST PROTEGE PAR LE DROIT D'AUTEUR. LA REPRODUCTION DE TOUT ELEMENT (TEXTE, PHOTO, INFOGRAPHIE), PAR QUELQUE MOYEN QUE CE SOIT, EST SOUMISE A AUTORISATION. TEL : +32 81/248.801 FAX : +32 81/222.840